

## Durabilité de la croissance et modèle de développement au Maroc

### [ Growth sustainability and development model in Morocco ]

*Miloudi Kobiyh*

Laboratoire d'Etudes et de Recherches en Sciences Economiques et de Management, Ecole Nationale de Commerce et de Gestion, Université Chouaib Doukkali, El Jadida, Morocco

Copyright © 2022 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the *Creative Commons Attribution License*, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

**ABSTRACT:** The concept of sustainable growth is a major issue for any economy. It ensures the continuity of environmental resources and services. The objective of this work is to address the imperative of sustainable growth, which must be a priority of Morocco's economic strategy and the cornerstone of its development model. This is to discuss how to seek to combine economic policy and development research to achieve an economic model meeting the challenge of sustainability and confirming the priority of a strategic vision of development that gives rise to a sustainable approach of growth. The main contributions of this article consist on the one hand, in presenting a reflection on how to deal with the shortcomings of growth in Morocco; and on the other hand, to discuss the importance of economic sustainability, as well as the factors that allow the new development model to fully play its role in sustainable growth.

**KEYWORDS:** Well-being, human capital, green growth, sustainable development, optimality.

**RESUME:** Le concept de la croissance durable constitue un enjeu capital pour toute économie. Il permet d'assurer la continuité des ressources et services environnementaux. L'objectif de ce travail est de traiter l'impératif de la durabilité de la croissance qui doit constituer une priorité de la stratégie économique du Maroc et la pierre angulaire de son modèle de développement. Il s'agit de discuter la manière d'allier politique économique et recherche de développement pour parvenir à un modèle économique relevant le défi de la durabilité et confirmant la priorité d'une vision stratégique de développement qui conduit à une approche durable de la croissance. Les principaux apports de cet article consistent d'une part, à présenter une réflexion sur la manière de faire face aux insuffisances de la croissance au Maroc; et d'autre part, à discuter l'importance de la durabilité économique, ainsi que les facteurs qui permettent au nouveau modèle de développement de jouer pleinement son rôle dans une croissance durable.

**MOTS-CLEFS:** Bien-être, capital humain, croissance verte, développement durable, optimalité.

### 1. INTRODUCTION

La croissance économique est l'une des préoccupations majeures de l'analyse économique. Elle constitue un but très recherché par tout système économique. Cependant, cette croissance ne cesse d'exercer de plus en plus de pressions sur les ressources naturelles. Effectivement, les rapports économiques actuels portés par une concurrence acharnée préfèrent une croissance optimale qui donne moins d'importance au respect de l'environnement. Cette croissance va même à l'encontre de la préservation de la planète et de son capital naturel. Or la littérature économique ne cesse de souligner le rôle prépondérant joué par la qualité des actifs naturels dans la croissance économique et la prospérité des sociétés.

Cela soulève la question de l'opposition entre durabilité et développement. La durabilité de la croissance implique une responsabilité qui engage les individus et les entreprises afin de préserver les ressources naturelles et le bien-être de la

population, engagement qui fait que tout modèle de développement doit intégrer dans sa stratégie des contraintes liées au bien être individuel et aux problèmes relatifs à la limite des ressources disponibles. Il s'agit précisément de chercher la façon appropriée de concilier croissance économique, respect de l'environnement et équité sociale, en donnant une priorité absolue à la préservation du capital naturel [1]. Néanmoins, la viabilité écologique, la durabilité économique et l'équité sociale ne peuvent se satisfaire de l'ensemble des initiatives individuelles comme le conçoit le modèle économique dominant.

La durabilité pourra constituer une sorte de modèle qui se différencie de ceux qui lui ont précédé et qui n'ont pas pu tenir compte des limites écologiques de la croissance économique. Ce modèle diffère notamment du rapport Meadows qui prône une croissance zéro [1]. Il s'agit d'une durabilité de la croissance qui tarde à venir, confirmant ainsi la priorité donnée à la croissance optimale. Cependant, cela va à l'encontre des limites au développement dont il faut tenir compte pour garantir l'équilibre entre l'allocation des ressources et leur préservation. C'est pourquoi cette question de la durabilité doit forcément faire appel à la responsabilité de l'Etat pour sauvegarder l'intérêt général de la société et préserver les actifs naturels.

En effet, il existe des limites imposées par la capacité de l'environnement à répondre aux besoins de l'homme pour consommer et produire. Il s'agit d'un objectif qui émerge et qui nécessite la définition de nouveaux modes de gestion des ressources et des nouvelles attitudes économiques. Cela donne lieu à une croissance cohérente avec les objectifs de la préservation du capital naturel. Ainsi la question de la réduction des impacts néfastes sur l'environnement apparaît de plus en plus comme une responsabilité collective qui engage l'ensemble des acteurs: entreprises, collectivités, citoyens, Etat [2]. La question du développement durable suppose un autre modèle de développement, non destructeur des ressources naturelles et capable de mieux répartir la richesse. Ce type de développement est qualifié de durable dans la mesure où il est capable de s'entretenir de lui-même sans détruire l'environnement naturel.

A cet égard, la notion de la croissance verte trouve sa place pour favoriser ce développement, elle signifie promouvoir la croissance économique tout en permettant aux actifs naturels de continuer de fournir les ressources et services environnementaux nécessaires pour maintenir une vie économique qui assure le développement et le bien-être social. Il s'agit d'une croissance qui vise à relever deux défis: améliorer l'organisation des activités productives ce qui joue un rôle fondamental dans la qualité des processus de production, et faire face à la pollution et aux pressions incessantes sur les ressources naturelles. Pour toutes ces raisons, la croissance verte devient un objectif mondial incontournable, susceptible d'instaurer un équilibre entre l'optimalité et la durabilité de la croissance économique [3].

A l'instar de plusieurs pays, le Maroc a l'obligation d'instaurer une croissance économique forte et durable qui constitue la solution à plusieurs problèmes impactant son avenir. Plusieurs éléments montrent que la croissance marocaine n'a pas été suffisamment inclusive et présente des limites vis-à-vis desquelles il faut agir. En conséquence, le Maroc doit prendre des décisions face à ce manque d'inclusivité qui fait que son modèle de croissance n'a pas réussi à combattre les inégalités criantes et à créer des opportunités pour un réel progrès économique et social [4]. D'où la nécessité d'un nouveau modèle de développement et le besoin d'une réelle politique économique permettant de garantir ce progrès [5].

Ainsi, le Maroc doit renforcer les bases de son économie dans le cadre du processus engagé de sa quête d'une croissance durable. Ce faisant, il convient d'examiner ce que la politique de développement pourra apporter en termes de préservation de l'environnement et de protection des ressources afin d'amorcer les activités productives nécessaires pour promouvoir une croissance économique durable. L'objectif est de clarifier les éléments qui permettent au nouveau modèle de développement d'assurer sa mission qui consiste à déployer les stratégies et les politiques économiques visant à atteindre l'objectif d'une durabilité écologique et économique. Cela permet de préserver les ressources du pays et d'élargir les possibilités économiques pour répondre aux besoins d'une population en expansion.

Dans ce cadre, l'objectif de cette recherche est d'étudier les déterminants et les spécificités d'une croissance durable dans le contexte Marocain. Ainsi, ce travail propose une réflexion sur les facteurs qui permettent d'instaurer une croissance capable de relever les défis de la durabilité et du développement économique du pays. Il s'agit de proposer un cadre d'analyse du rôle de l'intégration de l'objectif de la durabilité dans la stratégie économique en mettant en exergue la complémentarité entre la durabilité économique et la durabilité écologique. Ainsi ce travail poursuit deux objectifs, le premier consiste à montrer la priorité d'une croissance durable et les limites de la croissance économique reposant sur le principe de l'optimalité. Le second objectif concerne l'étude des éléments susceptibles de catalyser la durabilité de la croissance au Maroc.

Dans cette perspective, notre démarche consiste d'abord à examiner, dans la première section, les insuffisances de la croissance de l'économie marocaine, puis la vision du nouveau modèle de développement pour faire face à ces insuffisances, pour ensuite, dans la deuxième section, montrer la limite de l'approche optimale de la croissance et la priorité d'une vision stratégique de développement donnant lieu à une approche durable de la croissance. Enfin, dans la troisième section, il s'agit de discuter les perspectives et proposer les déterminants nécessaires pour une durabilité de la croissance économique au

Maroc. Ces déterminants permettent de formuler des recommandations de nature à améliorer l'efficacité du nouveau modèle de développement. Des pistes pour des recherches futures sont proposées dans la conclusion.

## **2. LES INSUFFISANCES DE LA CROISSANCE AU MAROC ET LE NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT**

### **2.1. LES INSUFFISANCES DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE**

Depuis les années 1980, la croissance économique marocaine est restée toujours insuffisante et incapable d'assurer le décollage économique du pays. De plus, depuis environ trois décennies, l'économie marocaine se trouve confrontée à la mondialisation qui lui impose de plus en plus de contraintes pour ouvrir son économie et devenir plus libéralisée. Ceci a réduit les opportunités d'un réel décollage économique puisque la dynamique économique du pays est demeurée toujours insuffisante, ce qui a affaibli le rôle de la croissance économique dans le soutien d'une société inclusive. L'insuffisance d'inclusivité a fait que le modèle de développement marocain n'a pas réussi à endiguer la persistance d'inégalités en termes de revenus, de consommation et d'accès aux services de base [4].

En effet, ce modèle de développement demeure insuffisamment inclusif et se caractérise par la volatilité de la croissance [6]. Il s'agit d'un modèle qui renforce davantage les déséquilibres et sa contribution dans la paix sociale est insuffisante [7]. Le manque d'un réel dynamisme fait que le développement n'a pas réussi à créer de vraies opportunités économiques [6]. D'ailleurs, même si l'Etat s'est fortement impliqué dans les projets d'investissement, après les années 2000, leur impact sur le dynamisme économique et le développement en général reste très limité [8]. En conséquence, il est certain que ces insuffisances imposent la nécessité des révisions des choix économiques et la reconsidération des priorités en matière de politiques et stratégies économiques.

En conséquence, il est évident que le Maroc connaît plusieurs défis qui nécessitent d'agir autrement pour promouvoir la croissance économique et combattre ses insuffisances en termes d'inclusivité, d'équité et de progrès social. Il s'agit d'exiger un dynamisme économique qui développe les processus productifs pour une meilleure qualité de l'action économique. Ce dynamisme économique est nécessaire pour faire face au taux de croissance bloqué autour de 3% en moyenne depuis des années [4]. En même temps, il est nécessaire de ne pas remettre en cause les autres aspects du développement à caractère social ou environnemental. Certes, cette croissance est liée à la quantité des ressources qui doivent assurer une meilleure productivité, mais le progrès économique doit respecter les limites des ressources de la planète.

Ainsi, à plusieurs égards, le contexte marocain témoigne d'une situation économique et sociale qui renvoie à une croissance qui ne s'étend pas à l'ensemble des secteurs économiques, et qui n'est pas partagée par la majorité de la population [6]. Les distorsions sociales au Maroc prouvent que le modèle de développement souffre aussi d'un problème d'inégalité entre les citoyens. Ces insuffisances de la croissance font que le Maroc ne tire pas suffisamment partie de son intégration dans les chaînes de valeur mondiales, surtout avec leur raccourcissement et le renforcement des circuits logistiques régionaux et de proximité suite à la crise du Covid-19 [5].

Dans ce cadre, plusieurs éléments à prendre en compte pour remédier à ces insuffisances. Il s'agit d'abord de stimuler et renforcer les perceptions relatives au respect des normes sociales et environnementales, ensuite renforcer la conception de l'équité et promouvoir la réduction des inégalités afin de favoriser le progrès économique et social. Le progrès économique postule que le bien être humain doit être la finalité principale de toute politique de développement, et peut être considéré comme un processus qui améliore les conditions de la population. En revanche, le progrès social exige une répartition plus égalitaire des fruits de la croissance. Ainsi, tenir compte de ces éléments, dans le nouveau modèle de développement, est susceptible de corriger les dysfonctionnements du modèle de croissance marocain et faire face à ses limites.

### **2.2. CROISSANCE AU MAROC ET LE NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT**

L'objectif pour le Maroc est de dépasser le stade où se situe actuellement son économie en consolidant sa croissance dans le cadre du processus engagé dans sa quête d'un nouveau modèle de développement. Le développement, selon ce nouveau modèle, constitue une ambition qui vise une croissance permettant un traitement équilibré entre des priorités qui peuvent parfois être contradictoires comme la question de l'utilisation efficace des ressources et de leur durabilité [5]. Or ce nouveau modèle est censé apporter du progrès, c'est la raison pour laquelle il vise à réaliser une croissance économique plus durable, équitable et créatrice d'emplois et de richesse.

Il s'agit d'une croissance économique au service de la société, qui augmente le bien-être individuel et social et limite la pression sur les ressources naturelles, puisque la dégradation de l'environnement demande des dépenses énormes pour renouveler une ressource ou réparer l'environnement dégradé. Dans ce contexte, la problématique environnementale vient

interroger profondément le nouveau modèle de développement. En effet, l'obligation et le caractère inévitable de la question environnementale fait qu'elle représente de plus en plus une composante principale de la compétitivité du pays. C'est pourquoi le nouveau modèle de développement vise à intégrer des contraintes liées à la question de la durabilité [5]. Par ailleurs, en maintenant ses efforts afin d'exploiter l'ensemble de ses potentialités, le Maroc pourra accélérer sa croissance économique et son développement inclusif, ce qui constitue l'un des piliers du nouveau modèle de développement.

A cet égard, la question majeure reste celle relative à la politique sectorielle mise en œuvre par le Maroc afin de réussir la restauration de la transformation structurelle de son économie [9]. De ce fait, il convient de mettre en cohérence les politiques sectorielles afin de garantir l'efficacité des politiques de développement [4]. Ainsi, le Maroc est amené à créer une vision commune pour orienter son développement et accroître ses performances afin de stimuler son économie sans avoir des effets nocifs sur l'environnement ou la société. D'où le rôle capital des acteurs économiques d'orienter le modèle de développement et d'influencer ses objectifs stratégiques [4]. En conséquence, il sera attendu que cette transformation économique génère plus de croissance, de progrès et d'emplois [5].

D'ailleurs, la crise mondiale du covid 19 coïncide avec cette réflexion sur le nouveau modèle de développement, ce qui constitue une occasion pour le Maroc de profiter de cette conjoncture afin de concevoir un modèle économique plus résilient. Or, il est certain que cette crise sanitaire du Covid-19 impose la révision des choix économiques pour faire face à la dégradation de vie et le ralentissement de la croissance en reconsidérant les priorités en matière d'actions et de stratégies. De même cette crise, et ses conséquences qui se répercuteront encore durant les années à venir, sera une occasion pour que le modèle intègre d'autres considérations et objectifs en matière d'équité, d'inclusivité et de durabilité. C'est pourquoi sa vision générale est basée davantage sur la cohésion sociale, le maintien et le renforcement du lien social, l'amélioration du bien-être humain individuel et collectif et la perspective d'une croissance durable [5].

Généralement, le nouveau modèle de développement vise une croissance qui permette aux ménages d'améliorer leur niveau de vie en faisant face à la dégradation de leur situation financière [5]. En effet, au deuxième trimestre de 2021, 65,6% des ménages déclarent une baisse du niveau de vie au cours des 12 derniers mois, 19,6% un maintien au même niveau et 14,8% une nette amélioration [10]. De même, une fraction importante de ces ménages, environ 30%, s'attendent encore à une dégradation de leur niveau de vie durant les mois à venir [10].

### **3. CROISSANCE AU MAROC ENTRE LES EXIGENCES DE L'OPTIMALITÉ ET L'IMPÉRATIF DE LA DURABILITÉ**

#### **3.1. LIMITES DE LA POLITIQUE DE L'OPTIMALITÉ DE LA CROISSANCE**

L'insuffisance de la croissance économique marocaine a contribué à bloquer les opportunités permettant d'assurer un décollage économique selon une croissance qui respecte les objectifs de la durabilité. A cet égard, la recherche du profit comme finalité inhérente à l'activité économique fait croire qu'il n'y a pas d'harmonie entre durabilité de la croissance et efficacité économique. Dans ce cas, la croissance se base davantage sur l'adoption de processus et de dynamiques amenant à la solution la plus proche de l'optimum. C'est une croissance dont l'objectif est le taux de croissance le plus élevé possible, en conséquence elle donne moins d'importance aux contraintes écologiques.

En effet, l'optimalité de la croissance exige un niveau élevé d'exploitation des ressources naturelles qui n'est pas compatible avec la durabilité des ressources. D'ailleurs, le Maroc connaît plusieurs défis qui nécessitent d'agir autrement. En effet, les inégalités dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'emploi se conjuguent les unes aux autres et représentent des contraintes majeures pour le développement durable du pays [4]. L'ampleur des inégalités retarde l'émergence d'une société inclusive. Cette situation se renforce par les nombreuses externalités négatives que génère le développement des activités productives. Cela signifie que l'évolution économique s'accompagne d'une dégradation de la capacité des infrastructures sociales et environnementales à répondre à une demande en constante augmentation.

D'où l'importance de restructurer l'économie afin d'engendrer un environnement susceptible d'améliorer les conditions de l'action économique. Ainsi en plaçant le bien-être des individus et la protection des actifs naturels au centre afin de mener le processus de développement, il est possible d'atteindre un niveau de développement capable de favoriser un contexte où les conditions de la durabilité pourront se réunir. En conséquence, il convient d'utiliser les contraintes écologiques comme levier pour le développement économique à travers une croissance qui ne cherche pas l'optimalité au détriment de la durabilité des ressources et la protection de l'environnement.

La durabilité des ressources exige plusieurs programmes intégrés de réformes qui visent à accélérer le processus de transformation industrielle [11]. De même, il s'agit d'aspirer à un développement centré davantage sur le citoyen en faisant face aux différentes insuffisances en matière d'inclusion et de solidarité [5]. C'est la raison pour laquelle la notion de développement durable fait appel à l'accroissement des potentialités des individus en liaison avec la vision d'une croissance

durable. Cela intègre forcément le renforcement des capacités individuelles et collectives, en vue d'une amélioration des conditions de vie des citoyens.

### 3.2. L'IMPÉRATIF DE LA DURABILITÉ DE LA CROISSANCE

D'après le nouveau modèle de développement, il est extrêmement important de considérer la durabilité des ressources naturelles comme enjeu majeur, puisque l'environnement et ses ressources subissent de fortes pressions, sous l'effet du changement climatique et de stratégies sectorielles qui ne tiennent pas compte des impératifs de la durabilité et des équilibres environnementaux [5]. Or les préoccupations environnementales ne sont pas nouvelles [12]. Pour ces raisons, la protection du capital naturel et sa valorisation d'une manière permanente permet de qualifier forcément l'économie et ses ressources pour une croissance économique durable. Les objectifs et les choix du nouveau modèle de développement font que la durabilité sera parmi les dimensions dont il faudra tenir compte pour le développement du pays afin d'assurer une croissance soutenue et inclusive. Néanmoins, cette durabilité doit être définie en tenant compte des conditions structurelles sur la base desquelles la croissance sera obtenue.

Par ailleurs, le nouveau modèle de développement renvoie à l'ambition d'une économie verte qui cherche un modèle de croissance visant la lutte contre la pollution et le changement climatique [5]. En conséquence, la politique économique doit suivre cet élan en accordant une place importante à la réallocation des ressources nécessaires afin d'adopter des pratiques ancrées dans la durabilité. Cette croissance doit assurer la cohérence entre les différentes dimensions du développement, c'est-à-dire qu'elle doit mettre à égalité le développement économique et le respect de contraintes sociales et environnementales. Ceci nécessite le recours aux nouveaux modes d'organisation des activités économiques et aux nouveaux processus de production [1].

En effet, afin de relever le défi d'assurer les conditions de la durabilité, il est nécessaire d'adopter de nouveaux modes de production et de consommation qui sont sensés préserver les ressources naturelles tout en cherchant à atteindre ou dépasser un taux de croissance de 6% [8]. Or les biens environnementaux peuvent être considérés comme des ressources non renouvelables condamnées à un épuisement progressif [13]. Ceci implique l'acceptation de normes et de règles pour protéger l'environnement par l'ensemble de la collectivité et accélérer l'investissement en besoins sociaux et environnementaux. De cette manière, il est possible de limiter l'agir humain en vue d'obliger les acteurs à être plus responsables dans leur consommation et leur usage des ressources.

En conséquence, cette amélioration de la qualité de la croissance fait qu'il ne constitue plus une menace pour l'environnement, mais au contraire il est fortement probable qu'il soit le moyen de l'améliorer. Cela peut créer les conditions d'un modèle de développement qui découple croissance économique et utilisation abusive des ressources environnementales [12]. Néanmoins, cela dépend de la capacité d'une économie à transformer l'attitude des citoyens afin de susciter l'adoption de nouveaux modes responsables qui impliquent tous les acteurs et tendent à préserver leur bien-être et les ressources naturelles. Cela donne lieu à une rationalité collective, puisque l'environnement doit être considéré comme un facteur de production qui doit être géré rationnellement et d'une façon collective.

## 4. DÉTERMINANTS ET PERSPECTIVES D'UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE DURABLE AU MAROC

### 4.1. CITOYENNETÉ ET SOLIDARITÉ

Le système social marocain repose sur plusieurs modes de solidarité. Ce sont des dynamiques orientées vers l'intégration des enjeux sociaux et animées par la volonté de s'entraider pour une richesse humaine qui lutte contre la pauvreté, le chômage et l'exclusion. Dans le contexte marocain, les initiatives sociales ont pu relever de multiples défis et répondre à de nombreux besoins. A cet égard, les coopératives et les associations forment un secteur apte à rendre meilleure la vie de la population en soutenant les ménages et en activant le développement du pays. A cet effet, le modèle coopératif marocain pourra avoir un impact significatif sur le progrès social en améliorant le bien-être social et en luttant contre les disparités et les inégalités sociales.

Mais ce secteur pourra aussi prêter attention aux préoccupations environnementales et jouer un rôle dans la sensibilisation à la question environnementale. En effet, ce secteur est appelé à devenir un moteur de la croissance et un élément incontestable du nouveau modèle de développement, dans la mesure où il permet de réduire les vulnérabilités sociales, économiques et environnementales. Cela est susceptible également de renforcer la qualité des liens sociaux qui influence positivement le bien-être individuel et collectif. A cet effet, les politiques sociales pourront jouer un rôle fondamental non seulement en faisant reculer la pauvreté et en favorisant l'intégration sociale mais aussi en permettant l'accès aux services et ressources nécessaires au développement durable.

Ce développement durable doit être placé dans le cadre d'une stratégie de développement humain fondée sur les principes de solidarité et de cohésion sociale. D'où l'importance de préconiser la dynamisation et la restructuration de l'économie sociale, surtout que le travail coopératif et associatif contribue à promouvoir et soutenir les différentes réformes à mener au Maroc. Il ressort que ces sentiments de solidarité et de citoyenneté favorisent forcément un engagement susceptible d'améliorer les conditions sociales, économiques et environnementales du pays [14]. Ainsi, afin de favoriser ce dynamisme, il convient d'impulser des innovations durables dans le domaine organisationnel, social et écologique [15], [16]. Pour cela, il est nécessaire de favoriser les initiatives individuelles et collectives et promouvoir des processus qui intègrent des problématiques relatives à la dimension sociale et environnementale en faveur d'une société et d'une économie viables et durables.

A cet effet, le Maroc a intérêt à adapter sa politique économique afin de favoriser le changement organisationnel et stratégique nécessaire pour relever ces défis. Il s'agit de systématiser l'intégration d'un ensemble d'axes stratégiques dans l'élaboration de sa politique économique afin d'améliorer les capacités inclusives de son économie et promouvoir la durabilité de sa croissance. Cela vise à rendre disponible les ressources et les services environnementaux pour un développement durable. Il s'agit de protéger les actifs naturels et les ressources de la planète, tout en fournissant la cohésion sociale capable d'engendrer la solidarité et les conditions nécessaires pour une bonne dynamique de développement [4].

### 4.2. DÉVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN

Durant les deux dernières décennies, l'État marocain a joué un rôle indéniable en investissant dans les infrastructures économiques et sociales. Ces investissements ambitionnent d'atteindre des objectifs qui permettent une croissance économique inclusive et équitable [4]. Il s'agit de réaliser l'objectif de l'efficacité des actions économiques qui valorisent le potentiel humain. En effet, l'amélioration des compétences humaines constitue le moteur de la croissance économique, surtout dans un contexte de mondialisation de l'économie et de l'exacerbation de la compétitivité [9].

Le capital humain constitue un facteur particulier de la croissance économique puisqu'il agit sur tous les autres facteurs. C'est pourquoi il faut donner de l'importance à la dimension du comportement humain dans les activités relatives à la croissance économique. De même, dans son activité, l'économie engage des ressources naturelles et humaines qui permettent sa croissance, engagement qui fait qu'elle doit intégrer dans son processus de développement des stratégies afin de stimuler les potentialités humaines. En conséquence, il s'agit de s'interroger sur les compétences humaines à développer et les attitudes à adopter pour préparer les conditions permettant d'assurer un développement économique cohérent avec ces exigences consistant à préserver la planète et le capital naturel.

En effet, il convient de prêter une attention particulière au développement humain capable de favoriser le processus de la durabilité de la croissance, dans le sens où la richesse humaine constitue un facteur essentiel dans la génération et la durabilité de la croissance [4]. Cela situe la démarche de développement durable dans une position qui favorise l'enrichissement des compétences humaines. Il s'agit précisément de développer des compétences distinctives afin d'améliorer l'utilisation des ressources naturelles et leur implication dans le processus de croissance capable de favoriser un développement durable. Ce développement doit se faire au bénéfice de tous, d'une manière équitable, et doit se construire avec la participation de tous les acteurs.

Cela situe l'homme comme la principale richesse capable d'assurer la durabilité de la croissance. Cependant, l'éducation et la santé tirent les performances du Maroc vers le bas. C'est pourquoi l'amélioration du niveau de vie de la population et l'augmentation du bien-être social, en investissant dans ces domaines, sont des objectifs ultimes du nouveau modèle de développement. Ainsi il est important de créer un environnement où chaque être humain pourra accroître ses capacités et développer son potentiel. Il s'agit donc d'un processus qui permet de donner une priorité à la pertinence et à la cohérence des objectifs du développement humain. De ce fait, la réussite de toute politique dans ce sens dépend de la mobilisation permanente de tous les acteurs pour l'efficacité de son fonctionnement.

Cette valorisation du capital humain serait le fondement d'une croissance soutenue et durable qui va permettre la réduction des inégalités entre les citoyens. Or, l'objectif de correction des disparités collectives ne peut se réaliser qu'à la suite d'une croissance économique relativement élevée, équitable et durable [17]. D'où l'importance pour le Maroc de s'engager dans un modèle économique qui passe nécessairement par l'attribution d'une place centrale au capital humain. De ce fait, le développement humain est un facteur essentiel, et son rôle est décisif dans chaque nouvelle politique économique de transition vers un modèle économique durable. Ainsi, cette valorisation des ressources humaines, non seulement serait le fondement d'une croissance durable à long terme, mais est également un élément primordial qui assure une répartition plus équitable de la richesse.

### 4.3. RÉSILIENCE ET ÉQUITÉ

La question de la durabilité engage une responsabilité collective envers le climat et les actifs naturels afin de relever les défis accentués par la crise de la Covid-19. Ceci est nécessaire pour accompagner la transition du Maroc vers un développement inclusif et durable centré sur l'homme comme le prévoit le nouveau modèle de développement [5]. Dans ce processus, le modèle de développement doit avoir la préoccupation de distribuer équitablement les bénéfices de la croissance. En retour, cette équité est censée générer la prospérité et diffuser le progrès social et économique [15], [6].

Ces éléments montrent le besoin d'une croissance économique équitable et durable pour faire face aux différents défis sociaux et environnementaux auxquels est confrontée la société marocaine. Cela nécessite de garder comme objectif l'augmentation des richesses à partager équitablement et à créer durablement pour garantir une croissance équitable. Ce processus doit permettre aussi de réduire les inégalités d'opportunités économiques [6]. D'où le besoin d'un processus de développement économique qui permet la résilience de l'économie et garantit une croissance équitable pour un bien-être individuel et collectif plus élevé [4].

Dans ce cadre, il est important de rappeler le rôle des entreprises dans le maintien et l'entretien des sources de croissance. D'où l'importance d'encourager les pratiques en matière de développement durable et de responsabilité sociale des entreprises. Il s'avère aussi important d'articuler les rapports du développement durable avec les spécificités du management des entreprises [18]. Comme il est également utile d'insister sur l'importance de la mise en place d'indicateurs permettant de mesurer l'impact social et environnemental des entreprises [1].

Ces objectifs justifient largement la nécessité de mettre en place une conception qui intègre les préoccupations sociales et environnementales dans la fonction-objectif de l'entreprise. Dans cette optique, le rôle des nouveaux acteurs appelés *start-up* sera déterminant [12]. D'ailleurs, les pratiques de développement durable ont une orientation entrepreneuriale forte [19]. Mais l'apport du secteur privé demeure insuffisant pour porter une dynamique de croissance forte. C'est pourquoi ce développement durable doit constituer dorénavant une stratégie essentielle dans le modèle de croissance des entreprises afin d'entretenir le capital naturel et le bien-être social [19].

### 4.4. TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET INDUSTRIELLE

La notion de la durabilité favorise l'émergence de nouveaux modes de management des ressources et de nouvelles façons d'envisager les modes de vie afin de consommer et produire. Concrètement, la durabilité signifie qu'il s'agit d'utiliser des ressources plus durables comme les énergies renouvelables pour maintenir l'ensemble des activités économiques et assurer leur cohabitation avec un réel progrès économique. Dans le contexte marocain, le suivi rigoureux du programme national de développement des énergies renouvelables se fait à travers une vision globale et intégrée de la gouvernance du secteur énergétique national. La poursuite des investissements dans les énergies renouvelables devrait permettre de limiter les émissions de gaz à effet de serre. Les objectifs affichés devraient permettre au Maroc de respecter ses engagements en réduisant ses émissions d'ici 2030, au moment où ces dernières avaient connu une augmentation palpable dans la seconde moitié des années 2000 [4].

Il convient pour les acteurs de stimuler une croissance qui respecte plusieurs critères d'ordre environnemental et social permettant ainsi une transition énergétique, écologique et technologique bien coordonnée. En ce sens, le Maroc est dépendant à 90% de l'extérieur pour ses besoins en énergie. Ces besoins n'ont pas cessé de croître depuis les années 1990. C'est pourquoi le développement de sources renouvelables constitue un avantage d'avenir à consolider. A cet effet, le niveau de dépendance énergétique que connaît le Maroc constitue une contrainte majeure qui empêche l'utilisation optimale de ses capacités productives [4].

De plus, le Maroc doit dans les années à venir accélérer significativement le taux de croissance de son économie, tout en favorisant la transformation durable de son secteur industriel. Cette transformation doit favoriser la complémentarité des politiques économiques dans la formulation de programmes intégrés de croissance [11]. Il s'agit des stratégies et plans d'action consistant à baisser les émissions et freiner la pression sur les actifs naturels comme la stratégie nationale énergétique, la stratégie nationale de la logistique, le plan Maroc vert, la stratégie de préservation et de gestion durable de la forêt, le programme d'amélioration du transport public urbain,...

Ainsi l'orientation générale vers l'investissement dans les économies propres vont lui permettre d'accroître son indépendance de l'étranger en matières énergétiques, ainsi que de réaliser le développement durable. Ces perspectives d'améliorer l'utilisation des ressources et d'exploiter les énergies renouvelables doivent être au cœur du nouveau modèle de développement, puisque cela va offrir sans doute de différentes opportunités économiques et limiter les dégâts environnementaux. Cependant, pour leur déploiement, ces stratégies nécessitent des moyens financiers conséquents [20].

En relevant le défi de l'indépendance énergétique et en développant les énergies renouvelables, le Maroc franchira des étapes importantes dans la promotion des objectifs du développement durable. La réalisation d'un tel défi nécessite la mise en place d'une réflexion qui répond à plusieurs objectifs d'ordre économique, social et environnemental, ce qui est de nature à aboutir à une croissance économique durable. Il s'agit d'une transition vers une industrie diversifiée et compétitive, où les entreprises doivent jouer un rôle primordial dans l'innovation et la résilience.

### 4.5. GOUVERNANCE

D'après ce qui précède, le Maroc doit construire son économie sur des bases dynamiques axées sur le développement et la protection de ses ressources. Pour cela, il a besoin d'une croissance durable, équitable et créatrice d'emplois pour barrer la voie aux différents défis sociaux et environnementaux. C'est la raison pour laquelle le développement durable est une affaire de gouvernance, puisqu'il nécessite une réorganisation du rôle des acteurs autour d'une politique dont l'objectif ne se limite pas à l'unique dimension économique. C'est à dire une politique qui ne doit plus se justifier uniquement sur le plan économique, mais à la lumière des besoins sociaux et des limites environnementales.

Pour atteindre ces objectifs d'efficacité économique, d'engagement social et de prudence écologique, la gouvernance peut être présentée comme un des piliers du développement durable. C'est la raison pour laquelle la bonne gouvernance aura la tâche de présider ce mode d'organisation économique et stratégique visant un bien-être social maximal et une réduction des coûts humains, sociaux et environnementaux. Il s'agit d'un accompagnement de ce processus à travers des outils permettant cette transition économique, organisationnelle, industrielle et énergétique. Ainsi, afin de créer et pérenniser les conditions de cette durabilité, la gouvernance des démarches est essentielle à toutes les échelles [15].

Ce faisant, le Maroc a besoin de mettre en place une réflexion autour des outils nécessaires en termes de bonne gouvernance afin de mobiliser les ressources humaines et les moyens financiers nécessaires pour un engagement sociétal en faveur d'un développement soutenu, inclusif, équitable et durable. Cela fournit forcément une certaine qualité de vie qui dépend essentiellement de la capacité à générer une croissance qui constitue une condition sine qua none à tout développement combattant les inégalités qui fragilisent la société et engendrent des tensions sociales. Cela est susceptible d'éviter de se renfermer dans un cercle vicieux de faiblesse de productivité, d'épuisement des ressources et de partage déséquilibré de la richesse [21].

### 4.6. CROISSANCE VERTE

La préservation de la durabilité environnementale et le maintien d'un régime de croissance créateur de richesses et d'emplois passent inéluctablement par le recours à l'économie verte [20]. Cette dernière englobe un ensemble d'activités qui concernent la gestion des ressources rares, les énergies renouvelables, le changement climatique et la gestion des déchets [12]. Ces activités sont au cœur de la préoccupation du pays et doivent constituer les fondements du nouveau modèle de développement. Cette option de l'économie verte est primordiale pour la durabilité de la croissance, car elle combine des objectifs économiques et écologiques. Le but est de mener le processus de développement avec des coûts humains et environnementaux très réduits.

La croissance verte s'impose actuellement comme un sujet d'actualité dans le monde entier au regard de ses enjeux et de ses perspectives. Il recèle un potentiel de croissance, ce qui est en faveur du nouveau modèle de développement. Pour cela il faut faire évoluer les comportements et encourager des modes plus durables de gestion de l'environnement et de consommation des ressources. Cette dernière est déterminée principalement par la taille de l'économie du pays, l'efficacité énergétique, la structure économique et d'autres facteurs d'ordre comportemental [4].

A cet effet, l'économie verte présente des opportunités de croissance pour le pays qui se concrétisent dans l'amélioration de l'exploitation de ces ressources. Également, ces opportunités s'inscrivent dans une vision stratégique qui implique l'investissement dans la recherche et le développement. Cette économie se conçoit comme une approche du développement qui stimule la croissance durable et réduit les effets nocifs sur l'environnement. Elle consiste notamment à soutenir les énergies et technologies propres et éco-efficaces. De même, le domaine émergent de la finance verte pourra occuper une place significative en constituant un levier essentiel de lutte contre le changement climatique et la pollution.

Enfin, cette économie verte se fait selon une articulation des spécificités managériales des entreprises avec le concept de développement durable et ses exigences [19]. C'est pourquoi des efforts complémentaires doivent être fournis dans le domaine de la fiscalité environnementale et la tarification des biens et services environnementaux. Dans ce cadre, une réforme fiscale et budgétaire s'avère nécessaire pour harmoniser les impératifs de cette durabilité [20]. Cette politique fiscale doit être formulée en fonction des objectifs de cette croissance économique souhaitée afin d'assurer son efficacité et permettre son



maintien à long terme [17]. Evidemment, ces éléments sont susceptibles d'assurer la réussite de la transition vers une croissance verte.

## 5. CONCLUSION

La croissance économique du Maroc mérite d'être accompagnée par la formulation d'une stratégie économique orientée davantage vers une économie qui combat la pollution et l'utilisation excessive des ressources. Il s'agit d'un enjeu de taille que doit assurer le nouveau modèle de développement puisque ces ressources sont déterminantes pour la croissance économique. De plus, la multiplication des effets externes liés à la croissance économique oblige à intégrer la dimension environnementale en tant que facteur qui influe sur la performance économique. Ceci est censé valoriser la richesse des ressources dont jouit le Maroc, conforter la cohésion sociale et favoriser le renforcement du processus de développement durable.

Le développement durable est un concept qui peut être approché selon deux dimensions étroitement liées, à savoir la dimension économique et la dimension environnementale. La première dimension concerne l'allocation efficace et optimale des ressources naturelles et humaines. Quant à la deuxième dimension, elle consiste à limiter l'épuisement des ressources et baisser la pollution et la pression sur les actifs naturels. Ainsi s'avère l'importance d'organiser les activités productives en respectant la durabilité écologique. Ces éléments sont censés conduire vers une croissance durable optimisée en termes de ressources qui vise l'amélioration du niveau de vie et la promotion sociale.

Certes, pour réaliser une telle croissance, il est nécessaire de créer les conditions d'un développement qui stimule l'économie sans avoir des effets nocifs sur l'environnement. Une croissance économique au service de l'humain qui permet d'améliorer le bien-être social et assurer la durabilité des ressources. C'est une croissance qui donne une priorité à la protection du capital naturel. Ainsi s'avère l'importance de la convergence des stratégies vers la recherche de l'efficacité économique et la durabilité de la croissance, confirmant ainsi l'impératif d'appliquer des pratiques économiques cohérentes avec les objectifs de la durabilité. De ce fait, le Maroc a besoin d'une croissance économique inclusive, équitable, créatrice d'emplois et respectant la planète et ses ressources.

C'est pourquoi le pays doit relever le défi de mettre en place des politiques publiques qui permettent un développement avec des coûts environnementaux réduits. Néanmoins, cela ne doit pas empêcher la transformation durable de son secteur industriel [11]. La réalisation d'un tel défi nécessite la cohérence des stratégies pour atteindre des objectifs à la fois économiques, sociaux et environnementaux. D'où la nécessité des mesures pour alléger les tensions sur les actifs naturels et respecter les contraintes écologiques. Il s'agit particulièrement de réorienter l'économie vers une stratégie de croissance inclusive et prospère qui soutient la durabilité écologique et partage équitablement les fruits de la croissance.

En revanche, quelles que soient les politiques suivies, ces objectifs ne peuvent être atteints sans un engagement partagé par tous les acteurs (citoyens, entreprises, collectivités locales, universités, établissements de formation et de recherche, Etat). Il s'agit par conséquent d'adopter une nouvelle culture et susciter une rationalité qui dépasse l'objectif de la maximisation de l'intérêt privé pour favoriser la coopération, la collaboration et le partenariat entre ces différents acteurs. Lorsque toutes ces opportunités sont bien exploitées, la croissance engendrée pourra assurer la prospérité économique et sociale autour de différentes ambitions et aspirations communes susceptibles de relever les défis de la durabilité.

Finalement, à l'ère de la Covid-19, est-ce que la crise sanitaire mondiale déclenchée par la pandémie pourra aider dans cette transition du Maroc vers un sentier de développement inclusif et équitable qui assure la promotion des objectifs de la croissance durable ? Et comme cette crise renvoie forcément à s'interroger sur les facteurs permettant la résilience des modèles de développement vis-à-vis des crises, quels sont donc les impacts directs et indirects de la pandémie sur l'efficacité du nouveau modèle de développement ?

## REFERENCES

- [1] S. Rousseau, « Entreprises publiques et développement durable. Réflexion sur un engouement », *Revue française de gestion*, 2008/5, no. 185, pp. 47-64, 2008.
- [2] O. Boiral, « L'environnement en management et le management environnemental: enjeux et perspectives d'avenir » dans Aktouf, O. et al. *Le management entre tradition et renouvellement*, Montréal: Gaëtan Morin Éditeur, pp. 419-449, 2006.
- [3] M. Kobiyh, « La croissance économique entre optimalité et durabilité: cas du Maroc », *International Journal of Innovation and Applied Studies*, vol. 28, no. 1, pp. 203-213, Dec. 2019.
- [4] OCDE, *Examen multidimensionnel du Maroc: Volume 1. Évaluation initiale, Les voies de développement*, Éditions OCDE, Paris, 2017. <https://doi.org/10.1787/9789264274945-fr> [Consulté le 9 septembre 2021].
- [5] *Le Nouveau Modèle de Développement, Rapport générale*, 2021.

- [6] [https://www.csmd.ma/documents/Rapport\\_General.pdf](https://www.csmd.ma/documents/Rapport_General.pdf) [Consulté le 9 septembre 2021].
- [7] C. Vergne, « le modèle de croissance marocain: opportunités et vulnérabilités », Agence française de développement « MacroDev », pp. 1-31, 2014.
- [8] <https://www.cairn.info/le-modele-de-croissance-marocain---page-1.htm> [Consulté le 9 septembre 2021].
- [9] Conseil Economique, Social et Environnemental, Rapport Annuel, 2017.
- [10] P. Agénor et K. El Aynaoui, « Maroc: stratégie de croissance à l'horizon 2025 dans un environnement international en mutation », OCP Policy Center, Rabat, 2015a.
- [11] [www.ocppc.ma/sites/default/files/livre\\_ocp\\_web3.pdf](http://www.ocppc.ma/sites/default/files/livre_ocp_web3.pdf) [Consulté le 8 septembre 2021].
- [12] B. Savoye, « émergence économique et développement durable et inclusif du Maroc - Concilier la recherche de gains de productivité et la création d'emplois », Agence française de développement « MacroDev », pp. 1-36, 2019.
- [13] <https://www.cairn.info/emergence-economique-et-developpement-durable---page-1.htm> [Consulté le 8 septembre 2021].
- [14] Haut-Commissariat au Plan, « Note d'information du Haut-commissariat au Plan, Résultats de l'enquête de conjoncture auprès des ménages Deuxième trimestre de l'année 2021 », 2021.
- [15] [https://www.hcp.ma/Les-resultats-de-l-enquete-de-conjoncture-aupres-des-menages-deuxieme-trimestre-de-l-annee-2021\\_a2731.html](https://www.hcp.ma/Les-resultats-de-l-enquete-de-conjoncture-aupres-des-menages-deuxieme-trimestre-de-l-annee-2021_a2731.html) [Consulté le 8 septembre 2021].
- [16] P. Agénor et K. El Aynaoui, « Politiques publiques, transformation industrielle, croissance et emploi au Maroc: une analyse quantitative », Revue d'économie du développement, 2015/2, vol. 23, pp. 31-69, 2015b.
- [17] P. Le Merrer, « Vers l'émergence de nouveaux modèles de croissance ? », Idées économiques et sociales, 2010/2, no. 160, pp. 36-45, 2010.
- [18] R. Guesnerie, « Calcul économique et développement durable », Revue économique, vol. 55, no. 3, pp. 363-382, 2004.
- [19] A. Boyer et M.-J. Scotto, « gouvernance d'entreprise et responsabilité sociale au Maroc: l'évolution de l'OCP », Management & Avenir, 2013/5, no. 63, pp. 165-186, 2013.
- [20] M. Maïllefert et I. Robert, « Nouveaux modèles économiques et construction de la durabilité territoriale. Illustrations à partir d'une analyse de l'action collective », Natures Sciences Sociétés, 2020/2, vol. 28, pp. 131-144, 2020.
- [21] I. Majdouline et J. Elbaz, « complexité et perception des effets socioéconomiques de l'entrepreneuriat social: cas des entreprises sociales au sud du Maroc », « Projectics / Proyéctica / Projectique », 2017/2, no. 17, pp. 41-62, 2017.
- [22] M. Hamzaoui et N. Bouselhami, « Impact De La Fiscalité Sur La Croissance Economique Du Maroc », European Scientific Journal, February 2017, vol. 13, no. 4, pp. 104-127, 2017.
- [23] C. Bentaleb et A. Louitri, « la construction de la croissance des pme au Maroc », Management & Avenir, 2011/3 no. 43, pp. 77-81, 2011.
- [24] A. Hattabou et A. Louitri, « Développement durable et management des pme: une analyse en termes de proximité. Illustration par un cas du secteur textile-habillement », Management & Avenir, 2011/3, no. 43, pp. 122-142, 2011.
- [25] M. Benmahane, « Economie verte et développement durable au Maroc: Bilan et perspective », Journal d'Economie, de Management, d'Environnement et de droit, vol 1. no. 1, juillet 2018.
- [26] Haut-Commissariat au Plan et Banque Mondiale, Pauvreté et prospérité partagée au Maroc du troisième millénaire, 2001-2014, Rabat, Maroc, 2017.